

Article écrit par Christian SCHOLLY le 5 octobre 2016

Dogmatisme ou intérêt général ?

Billet de Christian Scholly sur la vision de la mobilité de ceux qui nous gouvernent.



Christian Scholly, Directeur de l'Automobile Club Association (© Christian Kempf)

Le domaine automobile suscite, souvent, des débats passionnés : entre les amateurs de telle ou telle marque, les adeptes de telle ou telle motorisation... Et, bien sûr, tous les Français ont un avis qu'ils jugent eux-mêmes pertinent sur les questions de sécurité routière !

Pourtant, s'il est un domaine où l'on aimerait que l'idée d'intérêt général prévale, notamment chez ceux qui nous gouvernent, c'est en matière de mobilité, compte tenu de l'importance considérable de ce sujet dans l'activité économique de notre pays et la vie sociale de ses habitants.

Hélas, ce sujet hautement sensible est encore très souvent traité par le prisme d'une vision dogmatique bien éloignée d'une logique d'intérêt général.

Ainsi, la Mairie de Paris a décidé de maintenir sa décision de fermeture des voies sur les berges de la rive droite, ceci malgré l'avis totalement défavorable émis, à ce sujet, par la Commission d'Enquête Publique. L'élue explique sa décision par "l'urgence climatique", bien que l'on ait un peu de mal à saisir quel impact précis pourrait avoir la fermeture de 3 km de voirie sur le climat de la planète...

Autre illustration concrète : le contournement routier de Strasbourg, évoqué depuis... 1973 (!), et qui a fait l'objet, depuis 1999, de multiples enquêtes, validations, expertises et contre-expertises, approbations, décret en conseil d'État, pour aboutir enfin à une déclaration d'utilité publique qui a largement confirmé l'intérêt général de ce projet.

La majorité silencieuse attend avec une réelle impatience la réalisation de cet axe qui permettra de décongestionner efficacement l'A35 aujourd'hui totalement saturée avec, à la clé, jusqu'à 30 minutes gagnées sur un trajet nord/sud pour les automobilistes et un air de meilleure qualité pour tous les riverains.

Malgré ces évidences, malgré un processus légal abouti, quelques opposants restent arque-boutés, les uns dans une dogmatique opposition à la voiture alors qu'il faudrait jouer sur la nécessaire complémentarité de toutes les mobilités, les autres plutôt mus par des intérêts particuliers, d'ailleurs souvent favorables à l'infrastructure, mais à condition qu'elle passe loin de chez eux, syndrome classique du “oui, mais pas dans mon jardin”.

Les politiques, quant à eux, souvent plus soucieux de leur réélection que de l'intérêt général, sont touchés par le syndrome “not in my term office”, que l'on traduira par “pas pendant que j'exerce mon mandat”.

Nul doute que 2017, importante année électorale, verra encore s'exprimer de nombreux dogmatismes, des postures, au lieu d'allier pragmatisme et intérêt général.

Bonne route à tous.

Illustration : © Pierre Klein